

Plus de 14 MMDH pour le secteur

# Santé : Les priorités du gouvernement pour 2017

Laila Zerrouk

lzerrouk@aujourd'hui.ma

L'amélioration de l'accès à la santé continue de figurer parmi les priorités de la loi de Finances 2017. Le secteur de la santé verra ses moyens baisser de 1,16% en 2017. Le budget d'El Houssine Louardi est passé de 14,28 milliards DH en 2016 à 14,11 milliards DH en 2017. Il en va de même pour le budget de fonctionnement qui connaîtra une légère baisse. Celui-ci a été fixé à 11,714 milliards DH en 2017 (7,464 milliards DH concernant les dépenses de personnel et 4,250 milliards DH pour les dépenses en matériel) contre 11,780 milliards DH en 2016.

Pour ce qui est des postes budgétaires qui se sont chiffrés à 23.768 pour l'année 2017, 1.500 seront créés pour la santé contre 2.000 en 2016. A noter que l'Éducation nationale et l'Intérieur arrivent en tête avec respectivement 8.000 et 7.800 postes.

En 2017, le ministère de la santé devra faire face à de nombreux défis qui sont toujours en suspens, à savoir le manque de personnel médical, la sensibilisation insuffisante des populations aux risques de santé, le manque d'infrastructures sanitaires ainsi que la qualité des structures sanitaires. Ainsi, les principales actions envisagées pour l'année prochaine portent sur la poursuite de la mise en œuvre du programme de mise à niveau des infrastructures et des équipements sanitaires. Parmi les autres mesures importantes, il y a lieu de relever l'amélioration de la couverture des populations éloignées et enclavées en matière de services de santé (acquisition d'ambulances et d'unités sanitaires mobiles). Le renforcement de l'offre de soins hospitalière et l'amélioration de l'accès aux soins figurent également parmi les actions importantes. Pour cela, le gouvernement veillera au renforcement de l'offre hospitalière universitaire par la poursuite des travaux de construction et d'équipement des nouveaux CHU de Tanger



et d'Agadir et du nouvel hôpital Ibn Sina de Rabat.

Pour revenir aux indicateurs, on notera qu'en matière de santé reproductive, les efforts se sont traduits par une amélioration des indicateurs de fécondité, de mortalité maternelle et infantile. C'est ainsi que l'Indice synthétique de fécondité n'a eu cesse de baisser et que les taux de mortalité maternelle et infantile ont été divisés de près de moitié par rapport aux taux enregistrés en 2004. Cela dit, il reste encore beaucoup à faire en milieu rural où le taux de suivi de grossesse demeure encore à des niveaux relativement faibles et où des taux encore importants d'accouchement à domicile sont à déplorer.

Au niveau des hôpitaux, le plan d'action 2017 prévoit la poursuite des actions entamées au titre des années précédentes, à savoir l'amélioration des conditions de prise en charge des patients et la mesure de la performance de l'activité hospitalière en menant des études portant sur la conception et la mise en place d'un système d'information hospitalier.

Pour ce qui est du Ramed, on notera plus de 9,9 millions de bénéficiaires jusqu'au 16 août 2016 et 3.829.568 foyers immatriculés. A noter que 87% des bénéficiaires sont en situation de pauvreté, avec 52% des

bénéficiaires issus du monde urbain et 48% du monde rural. En matière de don du sang, les programmes d'action du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) et des centres régionaux de transfusion sanguine au titre des années 2016 et 2017 portent sur l'amélioration de la capacité de collecte de don du sang à raison d'une augmentation annuelle de 10% et de production des produits sanguins (de 5 à 10%). Pour arriver à ces objectifs, une stratégie d'équipe mobile dotée de matériel nécessaire est nécessaire ainsi que la construction de nouveaux locaux pour les Centres régionaux de transfusion sanguine (CRTS) à Casablanca, Oujda, Tanger et Agadir.